ISSN 0024-7650

# lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 158 - 31 août 1990 - prix : 8 F

## CRISE DU GOLFE

# LES VA-T-EN GUERRE NOUS PRESENTENT DEJA LA FACTURE

AFP

M 6189 - 1158 - 8,00 F

# LES VA-T-EN-GUERRE NOUS PRÉSENTENT DÉJÀ LA FACTURE,

C'est reparti, comme au temps des colonies. Avec la même propagande et les mêmes mensonges gouvernementaux, la même mise en condition militariste de l'opinion.

Non. Ce n'est pas d'abord pour sauver les otages occidentaux des mains du "nouvel Hitler" irakien comme disent les ministres dont il était hier le meilleur "ami", qu'on envoie quelques milliers de troufions sur le Clémenceau. Il y a seulement trois ans, en 1987, cela avait été presque le même scénario lors du précédent déploiement de l'armada occidentale dans le Golfe ; mais c'était l'Irak l'allié, et l'Iran l'ennemi.

au Moyen Orient, et en particulier en Arabie saoudite, de nouvelles bases américaines avec l'accord de toutes les autres puissances grandes et petites. Y compris avec l'accord de l'URSS de Gorbatchev, qui espère sans doute en retour quelques petits cadeaux économiques de la part de ses nouveaux amis occidentaux. Et bien sûr avec l'accord de la France qui, comme l'URSS, est l'ancienne grande amie et pourvoyeuse d'armes de l'Irak, mais s'est alignée illico sur le militarisme américain en acceptant le rôle de petite force d'appoint dont nos politiciens nationaux ne sont pas peu fiers.

la population pour permettre aux compagnies pétrolières et aux marchands d'armements (qui, s'ils ont perdu le marché irakien, vont s'y retrouver largement et directement avec le marché français !) de se remplir les poches.

Les va-t-en-guerre peuvent pérorer à l'Assemblée. Mais les travailleurs peuvent aussi prendre le coup de sang. Après tout, on le voit, les appels aux sacrifices n'ont fait ni chaud ni froid aux agriculteurs qui réclament avec des moyens musclés quelques milliards de subventions contre la baisse des cours de la

# ET LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES S'EN METTENT PLEIN LES POCHES

Aujourd'hui, c'est pratiquement l'inverse.

La défense des otages ? Les gouvernements occidentaux en ont laissé moisir plusieurs années dans des conditions bien pires, au Liban par exemple. Mais les Occidentaux n'avaient pas là-bas le pétrole à défendre !

Libérer le Koweit ? Mais c'est quoi, le Koweit, sinon un champ de pétrole transformé en Etat fantoche et en annexe bancaire au Moyen Orient de la City de Londres et de Wall Street ?

Pour l'heure, la surenchère verbale est un peu retombée du côté occidental, et il semble qu'on en soit à la phase de marchandage entre le dictateur irakien et le gouvernement américain, via le représentant de l'ONU qui, en pareilles circonstances, a toujours servi de paillasson au plus fort, c'est-à-dire à l'impérialisme. Et si la "logique de guerre" comme dit Mitterrand en reste là, le coup de poker de Saddam Hussein sur le Koweit aura, au bout du compte, donné l'occasion à l'armée américaine d'installer durablement

Ça a au moins permis au gouvernement français de faire un gros coup à usage intérieur : il a levé un véritable impôt de guerre sur les millions de salariés de retour de vacances sur les routes, en augmentant en quelques jours d'au moins 30 centimes au litre le prix du super. Au total, cela doit faire quelques milliards de francs de bénéfices nets en un temps record dans les caisses des compagnies et dans celles de l'Etat.

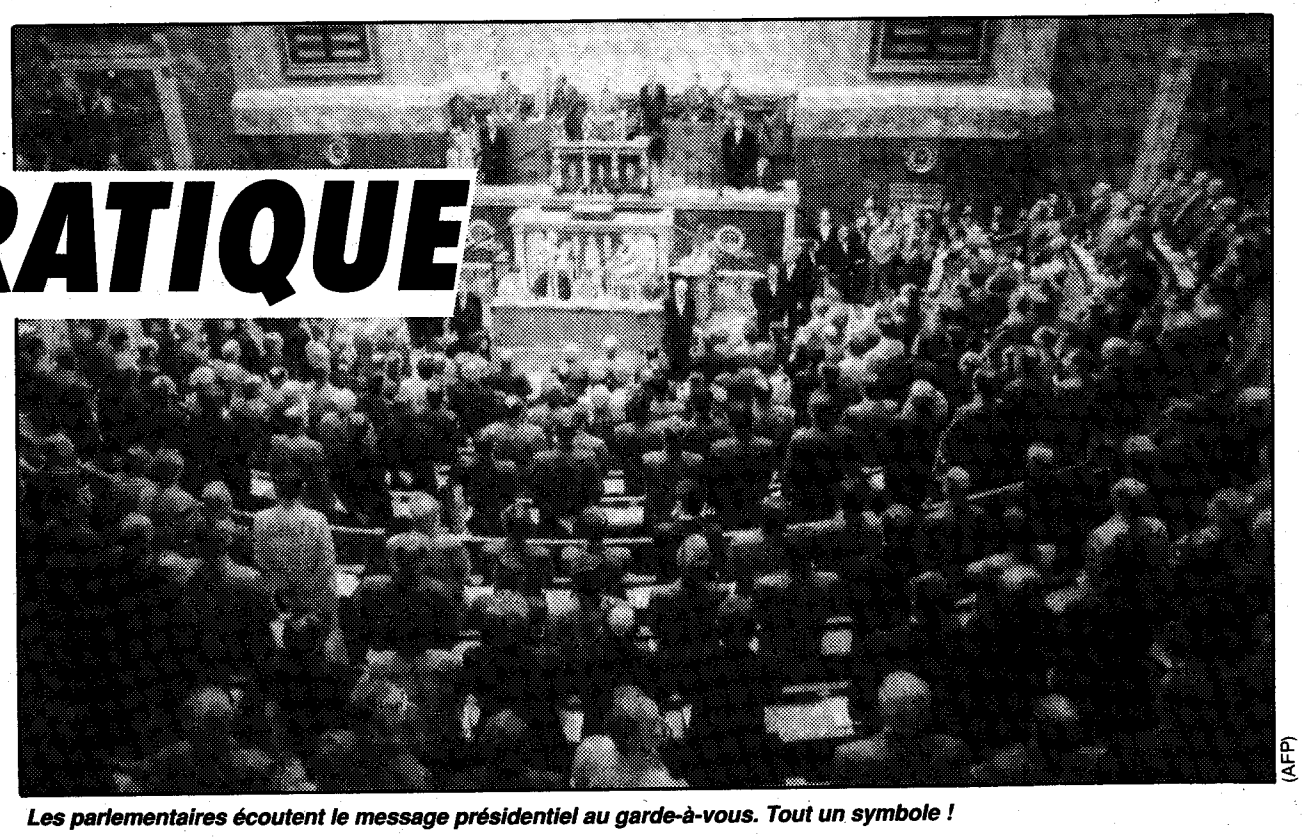
Et ce n'est qu'un début. Après le coup de l'essence, Rocard nous fait le coup des économies de guerre. La rigueur salariale doit continuer a-t-il dit, pour permettre aux entreprises d'investir. Les sacrifices de guerre aux salariés, les bénéfices de guerre aux patrons. Et pour faire bonne mesure, il a parlé de diminuer les impôts sur les bénéfices réinvestis. Le manque à gagner pour l'Etat ne sera pas pris sur le budget de l'armée, évidemment, qu'il n'est plus du tout question de diminuer. Il sera pris sur les services publics ! En un mot le gouvernement vient d'ores et déjà de déclarer la guerre économique à

viande. Ils risquent d'ailleurs de les obtenir, à voir la façon compréhensive dont les médias officiels se font l'écho de leurs revendications.

Alors, aux salariés, qui sont dix fois plus nombreux que les agriculteurs, de ne pas se laisser empoisonner par l'intoxication gouvernementale, et de refuser les sacrifices, quels qu'ils soient !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

# LOGIQUE ANTIDÉMOCRATIQUE DE GUERRE



(AFP)

*Les parlementaires écoutent le message présidentiel au garde-à-vous. Tout un symbole !*

**Le régime de la France, si on voulait en croire ses chantres, serait une «grande démocratie». Une démocratie, petite ou grande, ça pourrait laisser supposer que sur des questions importantes qui engagent la population d'un pays, celle-ci devrait être consultée.**

**Eh bien nous voici entrés dans «une logique de guerre», et demain qui sait dans une guerre tout court, et qui en aura décidé ?**

Tout de même pas ce Parlement qui s'est mis debout au garde-à-vous pour écouter un message de Mitterrand, prélude à un débat qui ne devait se conclure par aucun vote ! Ni le peuple, ni ses prétendus représentants n'ont donc eu voix au chapitre. Et c'est bien cela l'essence de leur démocratie parlementaire.

Quant aux libertés démocratiques qui sont en principe l'apanage des pays occidentaux les plus riches, que deviennent-elles en France dans une période de «logique de guerre» ? On en a eu un peit échantillon en entendant Rocard la semaine passée demander aux journalistes de télévision de *«s'interroger sur leur rôle»* et de veiller à *«ne pas servir les intérêts d'une puissance étrangère»*.

Tout ça parce que sur TF1 et sur La Cinq, on avait entendu des représentants du pouvoir irakien exposer leur politique, et vu des otages français ou leur famille défendre un point de vue moins boutefeux – et on les comprend – que celui de Mitterrand. Qu'à part ça les journalistes visés, bien en cour, soient des habitués de l'autocensure, et qu'en ce qui concerne la crise du Golfe ils n'aient pas manqué de hurler avec les loups pour justifier l'intervention occidentale au nom de la lutte de la civilisation contre la barbarie, comme toujours lors des expéditions coloniales, cela n'a pas empêché le gouvernement d'en profiter pour leur demander de «la fermer» encore plus, et d'être un peu mieux aux ordres.

Ah ! elle est belle leur liberté de la presse !

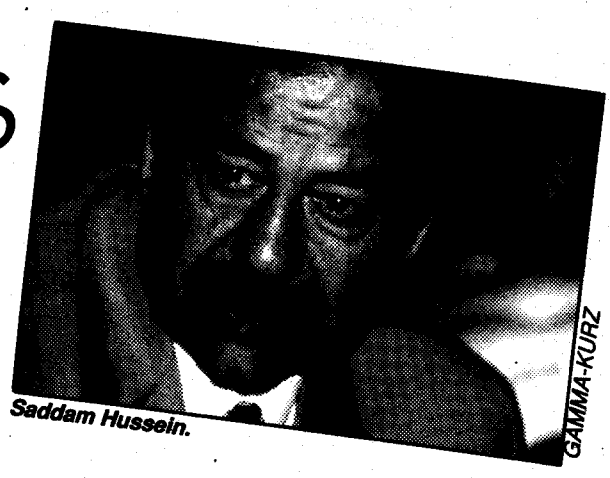
Quant à la liberté de manifester, c'est terminé ! Le Premier ministre a décidé d'interdire toute manifestation «pro-irakienne» en France, et le ministre des Affaires étrangères l'a annoncé. On sait quelle liberté d'interprétation une telle décision peut sous-entendre, et on peut imaginer ce que «pro-irakien» pourrait vouloir dire.

Ainsi, avant même que les armes aient parlé, on peut voir ce qui peut advenir des droits démocratiques dans un pays comme la France, au moment où il est seulement engagé dans «une logique de guerre». Et on peut juger de la solidité de ce vernis démocratique dont les pays occidentaux sont parés. La guerre, même «froide», a vite fait de servir de prétexte à tout remettre en cause. La population des USA en avait fait particulièrement l'expérience, lorsqu'à partir de 1948, tout fut brusquemment devenu prétexte à une «chasse aux sorcières» à l'adresse de toute personne soupçonnée d'être «rouge».

Ici aussi en France, si la «logique de guerre» se poursuivait, la chasse à «l'ennemi intérieur», à n'en pas douter, deviendrait vite un prétexte de première importance contre le droit d'expression. Et à part «se serrer la ceinture» et «la fermer», avant même d'aller «se faire trouer la peau», des droits, il n'en resterait sans doute plus... guère.

**Louis GUILBERT**

# L'EX-AMI DES POLITICIENS FRANÇAIS



*Saddam Hussein.*

GAMMA-KURZ

Depuis que l'armée irakienne a envahi le Koweït, les hommes politiques et les journalistes français dans leur sillage n'ont pas de mots assez forts pour dénoncer Saddam Hussein : *«nouvel Hitler», «président terroriste», «geôlier», «tyran», «bourreau de Bagdad»* sont les qualificatifs que l'on peut relever tous les jours dans la presse ou dans les déclarations des politiciens. Certes, se faire traiter de tyran et de bourreau, Saddam Hussein le mérite plutôt dix fois qu'une.

Seulement, il n'y a pas si longtemps, ces mêmes hommes politiques ou journalistes français, loin de dénoncer Saddam Hussein, allaient lui lécher les bottes. Dans un article intitulé *«Vingt ans d'irakophilie française»*, Laurent Greilsamer dans *Le Monde* du 23 août, rappelle comment *«par charters, des dizaines d'intellectuels et d'hommes politiques français revenaient de Bagdad plus irakophiles que les Irakiens... Avions, séjour, tout était offert. On repartait avec un tapis, une pièce d'artisanat»*.

Les bonnes relations entre la France et l'Irak remontent à la fin des années soixante. Et à l'époque on ne s'inquiétait pas trop des droits de l'Homme : *«Paris s'efforce d'oublier le sinistre épisode des «pendus de Bagdad», 15 Irakiens dont neuf Juifs, accusés d'espionnage au profit d'Israël, exécutés en janvier 1969»*. Quelques années plus tard, Jacques Chirac, alors Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, allait signer quelques contrats pour Dassault et autres industriels. *«Entre Saddam Hussein et lui, il y a eu une séduction naturelle réciproque», se souvient un diplomate,* écrit *Le Monde.* Séduction qui conduira à l'achat de 130 *Mirages* et d'une centrale nucléaire pour l'Irak. Quand Bagdad veut ouvrir un centre culturel à Paris, la famille Dassault prête un hôtel particulier. Un véritable lobby irakien se constitue en France, dénoncé par l'opposition avant 1981 mais oublié tout aussitôt après. Mieux : *«Après 1981 il y a eu une espèce d'épanouissement de nos relations avec Bagdad»* raconte un universitaire, spécialiste du monde arabe. Les ventes d'armes continuent de plus belle avec l'Irak, *«un partenaire crédible, une République moderne, centralisée»*. Et le bruit aurait couru que le RPR ne serait pas le seul parti politique à avoir bénéficié des largesses de Bagdad, le PS aussi aurait eu sa part de ce qu'un spécialiste appelle *«les retours d'épices»*...

Même les massacres de la population kurde en mars 1988 où hommes, femmes et enfants furent gazés par milliers non seulement n'entraînèrent pas le dixième des protestations que l'on entend aujourd'hui sur le sort de *«nos malheureux otages»*, mais certains socialistes n'auraient pas hésité à excuser ces massacres au motif que la France révolutionnaire, elle aussi, eut ses «vendéens»...

Sans commentaire !

**Pierre CHAMBEY**

# LE PEN TOUCHÉ PAR LA GRÂCE DE SADDAM HUSSEIN

Le dirigeant du Front National a proposé un plan en dix points pour sortir de la crise du Golfe, reconnaissant la suzeraineté de l'Irak sur le Koweït, et il a dénoncé l'intervention occidentale comme une aventure. Cela lui a valu les félicitations de l'ambassadeur d'Irak – le gratifiant du qualificatif d'«homme courageux» – à la suite de quoi Le Pen a demandé à être reçu par l'ambassade d'Irak.

Que va lui rapporter sa position? Question que le dirigeant du Front National, en bon politicien, n'a certes pas dû manquer de se poser.

Le Pen nous avait habitués à l'expression de ses sentiments anti-arabes, en incitant à la haine contre les immigrés. Mais il ne hait point tous les Arabes et son racisme reste sélectif. Parmi les Arabes puissants ou riches, ou si possible les deux à la fois, il peut à l'occasion se découvrir des affinités. Il y a quelque temps, lorsque le roi du Maroc avait demandé, au cours d'une prestation télévisée à Antenne 2, à ses «sujets» en France de travailler et de ne pas faire de politique, il avait eu droit aux félicitations de Le Pen. Et ainsi, aujourd'hui, c'est Saddam Hussein à qui vont ses faveurs. Tout cela au nom du «chacun chez soi».

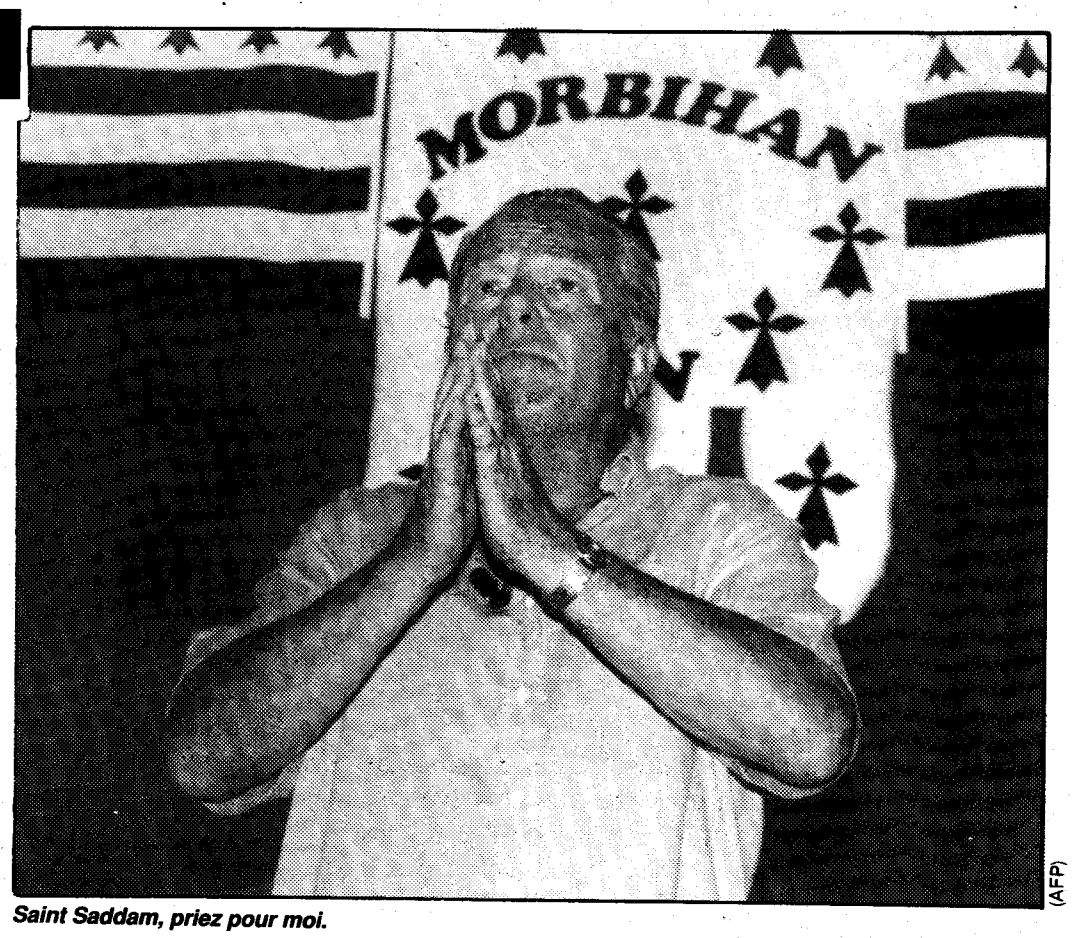
Le Pen est du côté de Saddam Hussein, mais pas du côté du peuple irakien. Extrême-droite oblige, il n'a rien à dire contre son régime de dictature et il n'éprouve aucun besoin de s'en démarquer.

Pour faire sa place, Le Pen a toujours cherché à prendre des positions qui le distinguent de celles des politiciens des autres partis. Et comme aujourd'hui tous se retrouvent dans une «Union sacrée» derrière Mitterrand, et derrière Bush et les Etats-Unis, il ne restait guère d'autre alternative au leader de l'extrême-droite que de se mettre derrière le maître de Bagdad.

Cela doit d'autant moins le gêner, qu'il n'est pas dit que ça lui soit défavorable électoralement. Car les sentiments pacifistes et non interventionnistes – s'ils existent dans la population française – ne peuvent trouver d'expression dans aucun des grands partis qui dominent la scène politique et électorale. Si Le Pen cherche à les exploiter, il n'en est pas comme d'habitude à une démagogie près.

Certains travailleurs s'y tromperont peut-être et en concluront hâtivement que Le Pen se trouve du côté de la population qui refuse de faire les frais des opérations du Golfe. Mais ce n'est pas demain la veille qu'ils verront Le Pen les défendre contre les réductions de salaires qu'on leur prépare. Car on peut tout à fait être dans le camp de Saddam Hussein et dans celui des riches. Ce ne sont ni Mitterrand, ni Giscard, ni Barre, ni Chirac, qui ont tant fréquenté le dictateur de Bagdad, qui nous démentiront.

L.G.




(AFP)

*Saint Saddam, priez pour moi.*

# LE PACIFISME PRUDENT DE L'HUMANITÉ

*«Seul organe de presse à ne pas avoir le petit doigt sur la couture du pantalon...* l'Humanité *fait entendre l'éternelle voix de Jaurès contre la guerre».* C'est ce qu'on peut lire, dans *l'Humanité* datée du 28 août.

Du *«Il faut éviter la guerre»* de *l'Humanité* du 22 août au *«Agir pour la paix»* qui sert de titre à l'intervention de Lajoinie lors de la session extraordinaire de l'Assemblée, on ne peut pas reprocher au journal du PCF de ne pas parler de paix.

Mais si le PC ne joue pas les boutefeux, cela ne signifie pas pour autant qu'il échappe au consensus qui suinte par tous les pores de la classe politique.

Très vite, il s'est prononcé contre l'annexion du Koweït, au nom du respect du *«droit international»* et l'éditorial de *l'Humanité* du 20 août concluait sur le fait qu'il était important de *«s'en tenir fermement aux résolutions de l'ONU»;* cette même ONU qui, quelques jours plus tard, vota (la France et l'URSS comprises) l'acquiescement au recours à la force pour le maintien du blocus militaire de l'Irak.

Qu'est-ce que ce droit international qu'il faudrait défendre, sinon la codification du droit du plus fort, la légitimation du partage du monde né des guerres et des tractations entre les différents impérialismes, comme en témoignent tant de frontières en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et même en Europe?

Et si le conflit du Golfe basculait dans la guerre ouverte, le PC continuerait-il de dire qu'il faut *«s'en tenir aux résolutions de l'ONU»* qui viennent justement de cautionner par avance le recours à la force?

Décidément, il y a bien des façons hypocrites de garder le petit doigt sur la couture du pantalon...

**Sylvie MARECHAL**

FÊTE
DE LUTTE OUVRIÈRE
BORDEAUX
Samedi 22/09 : de 19 h à 2 h.
Dimanche 23/09 : de 12 h à 19 h.
Plaine de la BLANCHERIE
CENON

# LES OTAGES DE ROCHEFORT

On l'apprend aujourd'hui, des militaires irakiens faisaient jusque début août des stages dans l'armée française pour se perfectionner. Quatre d'entre eux ont depuis essayé de regagner leur pays. Ils en ont été empêchés par la police qui en a rattrapé trois dans un train pour Paris et le dernier à l'aéroport d'Orly.

Ramenés à la base militaire de Rochefort, ils n'ont plus le droit d'en sortir. Le gouvernement français aurait-il pris des otages irakiens? D'après le ministère de la Défense ils sont simplement «hébergés» sur la base. On ne leur a même pas retiré leur carte de séjour, on en a uniquement limité la validité au seul périmètre de la base.

C'est curieux mais il semble qu'on a déjà entendu cela quelque part... La différence c'est que l'Irak reçoit ses «hôtes» dans des hôtels de luxe et la France dans des casernes!

L.D.

# LE JEU DES TRUSTS DU PÉTROLE

**Au début de cette semaine, le prix du super avait passé le cap des 6 F. En trois semaines, malgré les stocks et les réserves dont s'enorgueillit le gouvernement, les prix ont flambé à la pompe. Car tout le monde anticipait, le gouvernement comme les compagnies. En réalité, le coût réel pour la France de l'approvisionnement en essence a même diminué ces derniers mois, avec la baisse régulière du dollar par rapport au franc. Cette hausse de plus de 30 centimes en moins d'une semaine du prix au litre du super a relevé du simple racket sur le consommateur.**

**Mais l'escroquerie en grand avait du mal à passer. Tout le monde commençait à savoir que le prix du baril de pétrole brut avait beaucoup baissé (de 5 dollars) dès lundi, alors même que le prix de l'essence à la pompe continuait de monter.**

**C'est alors que les compagnies pétrolières se sont offert le luxe de faire la leçon au gouvernement en décidant d'elles-mêmes des baisses. Shell France annonçait mercredi que dans 1 200 stations-service le super serait vendu à partir de jeudi à un prix inférieur d'au moins 10 centimes aux prix plafonds fixés par le gouvernement. Une heure plus tard, les centres Leclerc annonçaient une baisse de 20 centimes. L'heure suivante, Elf et Antar suivaient le mouvement, etc. Cela dit, les prix ne sont tout de même pas revenus, et de loin, à ceux d'avant les hausses intempestives, et les compagnies se seront entre-temps considérablement rempli les poches, en attendant de rehausser encore les tarifs ultérieurement...**

Les compagnies pétrolières, au premier rang desquelles les sociétés américaines, anglaises et françaises, ont à plusieurs reprises dans le passé démontré leur habileté à exploiter non seulement le pétrole mais aussi les crises politiques successives du Moyen-Orient.

En 1973, elles avaient profité de la guerre entre Israël et les pays arabes pour pousser à un doublement des cours annoncé par l'Arabie Saoudite, principal allié des Etats-Unis dans la région.

A l'époque, tous les médias s'étaient empressés de dénoncer la prétendue dictature des régimes arabes, accusés de tenter d'étrangler l'Occident. Les journalistes aux ordres entonnaient unanimement la litanie du pauvre monde développé pris à la gorge par le hold-up des magnats de l'or noir. L'inflation des années 1970 puis le ralentissement économique furent mis au compte des potentats du Moyen-Orient. La suite, à commencer par la fortune des compagnies pétrolières et des banques occidentales, montra à qui toute la mise en scène avait profité.

L'initiative de la hausse des cours ne provenait certes pas seulement des compagnies et des Etats à leur dévotion. Un certain nombre de gouvernements, à commencer par ceux de la Libye et de l'Irak, avaient auparavant de leur côté décidé de freiner leur production et de tenter de négocier leur pétrole dans de meilleures conditions. Mais les sept principaux trusts pétroliers mondiaux, les fameux Majors, sautèrent sur l'occasion et prirent l'habitude commode de s'abriter derrière l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Elles avaient ainsi trouvé le moyen de mettre fin à l'ère du pétrole bon marché, les prix n'ayant cessé de baisser depuis 1950 sous l'action de nouvelles sociétés indépendantes, principalement européennes et japonaises, et des exportations soviétiques.

Le relèvement des cours, multiplié par huit durant la décennie 1970, permit notamment aux magnats pétroliers de lancer l'exploration de nouveaux champs et de mettre en exploitation des gisements marins devenus rentables dans les nouvelles conditions de prix. Ils en profitèrent aussi pour prendre pied dans d'autres domaines de la production d'énergie, comme les mines de charbon et le nucléaire, qui les intéressaient à l'époque.

Les principaux bénéficiaires de ce que les économistes surnommèrent le premier et le deuxième chocs pétroliers (1973 et 1979) furent donc les grands trusts.

La situation actuelle comporte certaines similitudes avec celle d'il y a dix-sept ans. Le prix des produits pétroliers, qui s'était effondré en 1986, est resté très bas ces dernières années (même si le consommateur ne s'en est pas toujours aperçu...). La consommation mondiale s'est dans le même temps fortement accrue, dépassant en 1989 le niveau record de 1979. Les capitalistes du pétrole ont donc pu estimer le moment venu pour tenter de procéder à un relèvement de leurs prix, à l'occasion des actuels événements du Golfe.

Le fait le plus frappant de la situation actuelle est qu'il n'y a aucune menace réelle de pénurie. Les grands pays industriels disposent de stocks suffisants pour couvrir plus de trois mois de consommation. Les demandes présentées aux pays exportateurs d'augmenter leurs livraisons ont donc surtout une valeur propagandiste. Il s'agit d'accréditer l'idée que le pétrole risque de manquer, afin de faire accepter à l'opinion publique un relèvement massif du prix de l'essence à la pompe. Et on peut être certain d'entendre bientôt de doctes spécialistes venir expliquer la nécessité de trouver de nouvelles sources d'approvisionnement hors du Moyen-Orient, ce qui sera plus sûr et plus... coûteux. C'est cela que recouvrent les déclarations des dirigeants pétroliers affirmant que l'OPEP n'est plus à même de jouer son rôle et qu'il va falloir réorganiser le marché pétrolier mondial. Pour leur plus grand profit, bien sûr.

**Pierre VERNANT**

## Grâce à Rocard et Bérégovoy,

# LES SUPER-PROFITS D'ELF ET DE TOTAL

Le décret sur le plafonnement de l'essence signé le 8 août par Rocard et Bérégovoy n'aurait pas pu être plus favorable aux compagnies pétrolières s'il avait été écrit directement par elles. Et peut-être l'a-t-il été, en effet...

Le texte prévoit que le prix de vente au détail ne doit pas excéder le niveau moyen des cours du produit sur le marché de Rotterdam durant les huit jours précédents.

Les prix à Rotterdam ne reflètent nullement celui réellement payé par les compagnies pour leur approvisionnement. Il s'agit du tarif, beaucoup plus spéculatif et variable, fixé pour la livraison de commandes supplémentaires. Les compagnies, elles, sont livrées dans le cadre de contrats à long terme, à des prix beaucoup plus avantageux.

D'autre part le dollar n'a cessé ces derniers mois de baisser par rapport au franc. Or le pétrole s'achète en dollars.

Enfin, au début de la crise, les stocks étaient compris entre trois et six mois de consommation ! Mais il n'a fallu que cinq jours au gouvernement français pour légaliser toutes les hausses, sous couvert d'un prétendu plafonnement.

Les dispositions gouvernementales se sont aussi traduites par un mouvement de révolte des pompistes détaillants. Ceux des régions éloignées des raffineries, notamment, se sont vus réduits à la portion congrue par les compagnies. A plusieurs reprises, des pompistes ont bloqué des dépôts d'essence pour protester contre l'écrasement de leurs marges. D'autres ont le plus grand mal à se faire livrer : les grossistes, avertis à l'avance des hausses futures, stockent le carburant afin de ne le livrer qu'au prix maximum.

Avec l'aide de Rocard et de Bérégovoy, les affairistes du pétrole pratiquent le self-service à tous les étages de la distribution !

**P. V.**

# LE GENDARME DU MONDE DÉPLOIE SON ARMADA

**45 000 à 60 000 militaires américains sont déjà en Arabie Saoudite. Chaque jour une cinquantaine d'avions font la rotation pour acheminer hommes et matériel. Les dernières troupes du dispositif, un régiment de chars équipé du dernier-né des tanks de l'armée US, devraient être débarquées fin septembre et pouvoir être opérationnelles en octobre ; et les bombardiers géants sont actuellement acheminés sur la base de l'île de Diego Garcia, dans l'océan Indien, d'où ils pourraient opérer sur l'Irak. Les effectifs militaires américains atteindraient alors 150 000 hommes en Arabie Saoudite même, 200 000 en y rajoutant le personnel des navires de guerre.**

**Le commandement américain est fier de sa prouesse technique : le plus grand déploiement de forces américaines depuis la guerre du Vietnam, un pont aérien digne de celui mis en place lors du blocus de Berlin en 1948-1949 et, en ce qui concerne les délais d'acheminement, le plus impressionnant débarquement depuis la Seconde Guerre mondiale. N'en jetez plus !**

Gamma

S'étant érigés, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en gendarmes du monde, en même temps qu'ils finissaient de reléguer au second rang les vieux impérialismes européens, les Etats-Unis ont eu depuis à intervenir militairement à de nombreuses reprises dans leur arrière-cour qu'est l'Amérique latine, et se sont lancés à deux reprises dans des guerres sanglantes en Asie.

Mais jusqu'à présent, au Moyen-Orient, ils avaient réussi à faire la loi par dictatures et armées moyen-orientales interposées et avec l'aide d'Israël, sans avoir à y impliquer directement de façon importante leurs propres troupes. Tout au plus les services secrets américains avaient-ils organisé quelques coups fourrés pour mettre en place ou remettre en place un dictateur à leur solde, comme ils avaient par exemple remis en place, en 1953, le chah d'Iran. Tout au plus finançaient-ils et épaulaient-ils par l'envoi de conseillers militaires américains telle ou telle armée du Moyen-Orient, l'armée du chah, l'armée turque, ou plus récemment celle de l'Egypte.

La chute de la dictature du chah en 1979 a privé les Etats-Unis de leur plus puissant gendarme dans la région.

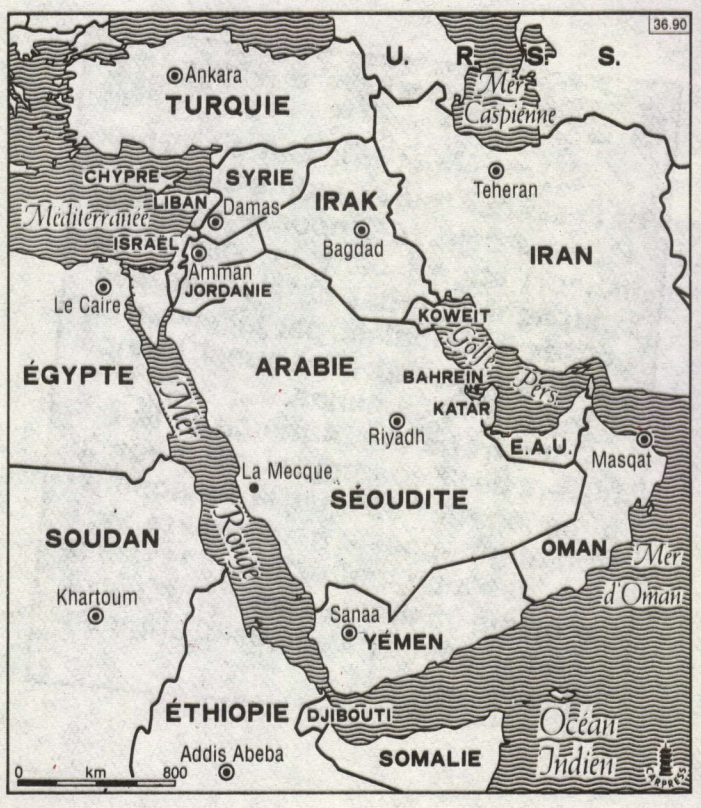
Depuis les années 1960 la Grande-Bretagne, ancienne puissance tutélaire de la région, avait déclaré forfait et passé la main à la marine de guerre américaine pour surveiller la région du Golfe. Mais c'est surtout à partir de la chute du régime du chah que les Etats-Unis ont décidé de mettre sur pied un dispositif spécial d'intervention militaire dans les pays du Golfe, créant à cet effet un Commandement Central, basé en Floride faute d'avoir réussi à trouver un pays arabe qui accepte de l'héberger. Et ils avaient alors développé dans l'océan Indien la base militaire de Diego Garcia, avec ses pistes pour les bombardiers, avec aussi, stockés sur cargos, équipements et chars de réserve pour une intervention rapide des marines dans la zone... Là aussi, faute de mieux : l'Egypte avait refusé aux Etats-Unis le développement d'une base à Ras Banas sur les bords de la mer Rouge. Quant aux Saoudiens, ils avaient refusé jusqu'à aujourd'hui l'implantation de forces militaires américaines voyantes sur leur territoire (mis à part des techniciens militaires) ou même le déroulement de manoeuvres américaines sur leur sol. Ces régimes, pourtant pro-américains, ne tenaient pas à prendre le risque d'apparaître trop ouvertement comme les pions des USA.

Aujourd'hui, les généraux du Pentagone déploient leurs forces peut-être dans l'espoir de ne pas s'en servir. Mais c'est pour le moins un exercice en grandeur nature, non seulement vis-à-vis de Saddam Hussein, mais surtout vis-à-vis de tous les peuples de la région.

L'impérialisme américain saisit en tout cas l'occasion de se permettre ce qu'il n'avait pas pu faire jusque-là : avoir, avec l'approbation de toutes les autres grandes puissances, y compris l'URSS (qui espère peut-être un pourboire en échange de son ralliement), la possibilité de déployer, quand il le veut, comme il le veut, ses troupes dans la péninsule arabique. Il va probablement en profiter pour parfaire sa capacité d'intervention dans la zone et s'y faire accorder l'installation de bases plus importantes.

Mais c'est une chose de déployer à l'autre bout de la planète une armée de 200 000 hommes avec les équipements les plus meurtriers du monde, capable de clouer au sol l'aviation de Saddam Hussein ou de raser Bagdad sous les bombes, et peut-être de faire reculer par la menace un dictateur irrespectueux ; et c'est une tout autre chose d'engager dans une guerre au sol, dans les sables, cette armada moderne... dont les hommes se retrouvent déjà nombreux dans les hôpitaux de campagne, victimes d'insolations.

**Olivier BELIN**




# KOWEIT-CITY SUR TAMISE

La presse nous apprend que c'est dans une suite d'un grand hôtel de la City, celle de Londres, la véritable capitale du Koweït, que se réunissent désormais les "réfugiés" koweïtiens, Cheik Salem Al Sabah, le gouverneur général de la banque du Koweït, Cheik Khalid Al Sabah, vice-président du Koweït Investment Office, et quelques autres des grands financiers de l'Etat pétrolier, membres de la famille régnante des Al Salah ou de leurs proches.

Et si, par prudence vis-à-vis des revendications irakiennes, la Banque d'Angleterre, comme les autres banques européennes, a gelé les avoirs koweïtiens, elle n'a pas hésité à faire une entorse à son règlement, tant l'argent koweïtien fait fleurir la Bourse de Londres : sous le gel théorique, les dirigeants des sociétés koweïtiennes sont autorisés à continuer à faire couler leurs dollars, manoeuvrer leurs affaires, vendre, acheter, spéculer sur les monnaies, etc., à une seule restriction près : que les manoeuvres financières en question restent cantonnées à la Bourse londonienne. Et il ne s'agit pas là de petites affaires, puisque depuis des années déjà les revenus des placements financiers koweïtiens dépassent même les revenus pétroliers de l'Etat.

Création des Britanniques, l'Etat du Koweït n'était jamais finalement qu'une banlieue lointaine de la City de Londres, condamnée seulement pour l'instant à se replier sur la maison-mère. Pendant que Bush joue au golf dans sa résidence de campagne, et que le Pentagone part en campagne dans le Golfe, sur les bords de la Tamise les affaires continuent.

## Sécurité sociale

# LE MÉCONTENTEMENT SUR LES SALAIRES PERSISTE

**En cette veille de septembre, on entend encore parler des employés de la Sécurité sociale. En particulier du mouvement des employés de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Essonne, qui, commencé le 11 juin, se poursuit aujourd'hui.**

Ce sont les employés de la Seine-Saint-Denis qui ont été les initiateurs d'un mouvement sur les salaires. Le 1er juin, après 9 semaines de grève de la saisie informatique, les techniciens de cette caisse obtenaient des promotions ou augmentations individuelles pour la moitié d'entre eux et l'engagement de reconduire la mesure en 1991.

Dix jours après, les employés de l'Essonne cessaient à leur tour la saisie informatique. Mais cette fois-ci, les autres catégories du personnel se joignaient aux techniciens et demandaient un «coefficient» supérieur.

A la CRAMIF (Caisse Régionale), des assemblées, grèves ponctuelles et délégations à la direction ont eu lieu de la mi-juin au début août.

A l'URSSAF (Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'Allocations Familiales) de Montreuil, les employés se sont mobilisés depuis la fin juin. Des assemblées du personnel se tiennent régulièrement, à chaque échéance de versement des cotisations plusieurs centaines d'employés interviennent pour ralentir l'encaissement.

Plus récemment, les employés de la Caisse d'Allocations Familiales des départements de l'Essonne et du Val-de-Marne ont commencé de ralentir la production.

C'est dans l'Essonne que la mobilisation est la plus forte. La grève de la saisie informatique est très suivie et les congés n'ont pas interrompu le mouvement. Fin août, il y a plus d'un million de dossiers en retard.

Les revendications mises en avant sont variables d'une caisse à l'autre, mais concernent toutes les salaires : cela va du «déroulement de carrière automatique», c'est-à-dire la promotion dans la catégorie supérieure, à la revendication générale de 1 000 F ou 1 500 F pour tous, adoptée par le personnel de certaines caisses comme la CRAMIF et l'URSSAF.

Pour l'instant les directions de caisses ont réagi en donnant davantage d'augmentations individuelles. C'est aussi ce que propose la direction de la CPAM de l'Essonne. Les employés ont bien entendu rejeté ces miettes et doivent de nouveau manifester au ministère et à la Caisse Nationale le 30 août.

A l'URSSAF, il est question de bloquer totalement l'encaissement des chèques, la «pointe», du 5 septembre.

Les employés de Sécurité sociale vont donc continuer de faire parler d'eux, et peut-être pas seulement dans l'Essonne et à l'URSSAF. Car l'agitation qui avait existé en juin-juillet dans d'autres organismes pourrait bien reprendre.

Le mécontentement, même s'il n'est pas explosif, est très profond. Plus de la moitié des salaires tournent autour de 5 000 à 6 000 F. Le blocage effectué depuis des années se fait sentir pour tout le monde, y compris l'encadrement, qui voit la mobilisation avec sympathie.

Au problème des salaires s'ajoutent les réductions d'effectifs et un renforcement de la discipline.

La politique de la tutelle ministérielle est de mettre les caisses en compétition entre elles et de dresser un palmarès des meilleurs coûts de gestion. Bien sûr, cela se fait sur le dos des employés et des assurés sociaux. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le mouvement le plus profond a lieu dans l'Essonne, où le directeur s'est lancé avec zèle dans la compétition.

On voit le résultat : le mécontentement le plus profond à la Sécu et aux Allocations Familiales depuis les grèves de 1973.

**Correspondant LO**

# En bref

## TROP DE VIANDE ?

Les éleveurs continuent à manifester, à se frotter aux CRS, à décharger des camions de viande sur la chaussée, quand ce n'est pas à faire cramer un chargement d'animaux vivants. Les cours de la viande à la production s'effondrent, paraît-il, et les producteurs demandent des aides à l'Etat. Pour se faire entendre, il y mettent les moyens.

Pour ce qui est des prix chez le boucher, on ne peut pas dire que ça baisse. Les consommateurs, eux aussi, ne devraient-ils pas se faire entendre ?

## SILENCE, RADIOACTIVITE

A Itteville, dans l'Essonne, vingt mille tonnes de déchets radioactifs sont entreposés depuis vingt ans, sous la responsabilité du Commissariat à l'Energie Atomique.

Ces déchets sont-ils dangereux ? Depuis que des plaintes ont été déposées, des mesures ont été faites, mais les experts se contredisent.

Le CEA, lui, n'a qu'une ligne de conduite : il cherche à enterrer les déchets sous une couche d'argile... et l'affaire par la même occasion.

## LES OTAGES... DE L'IMMOBILIER

Depuis la mi-juillet, ils vivent sans eau et sans électricité dans leur immeuble.

Ce ne sont pas des diplomates, cela ne se passe pas à Koweit-City, mais tout bonnement à la Garenne-Colombes, et il s'agit des locataires réguliers d'un hôtel meublé que le nouveau propriétaire veut faire expulser.

Malgré une ordonnance du juge stipulant de rétablir l'eau et l'électricité, le propriétaire refuse.

Faudra-t-il envoyer le *Clémenceau* pour faire respecter le droit ?

## MINITEL NOIR

En Allemagne, des curés veulent venir en aide à leurs collègues en panne d'inspiration. En cas de télécommunication directe avec le ciel défectueuse, ils pourraient désormais s'approvisionner en textes de sermons et prières par le Minitel.

On n'arrête décidément pas le progrès... de la connerie.

## VICTOIRE CONTRE UNE EXPULSION

Grâce à la mobilisation du personnel de la société de nettoyage et de l'EDF, à Issy-les-Moulineaux, une femme de ménage zaïroise, menacée d'expulsion, a pu régulariser sa situation et ainsi continuer à vivre en France.

En effet, après les différentes démarches auprès d'organismes associatifs, politiques, médiatiques et gouvernementaux (cf *LO* n° 1148) réalisés par le Comité de soutien à Mme Mbele, le ministère de l'Intérieur a finalement envoyé une lettre officielle certifiant que la situation de cette femme, étant donné *"son emploi stable et ses deux enfants normalement scolarisés, pourra exceptionnellement être régularisée"*.

Le problème n'était cependant pas tout à fait réglé, le patron de la société de nettoyage faisant un nouveau caprice : il a d'abord refusé de remplir les papiers demandés par la préfecture et dont on ne pouvait se passer, pour ensuite n'en remplir qu'un exemplaire sur les trois. Ce n'est qu'environ un mois plus tard que Mme Mbele a pu enfin obtenir son récépissé de carte de séjour et reprendre son travail sans risque de se faire expulser.

Une victoire revigorante, pour les nettoyeurs comme pour les travailleurs de l'EDF qui ont soutenu leur camarade.

## URSS : «Des seringues, pas des Toyotas», «Des appartements, pas de fusées».

Gamma

Médecins et personnel de l'hôpital de Minsk en Biélorussie refusent de vivre *"comme des mendiants"* et manifestent dans les rues de la ville.

Gamma

## Lima (Pérou) : Manifestation de femmes contre les hausses de prix et la pénurie d'aliments

Gamma

Tous les jours, des milliers de Péruviens manifestent dans les rues de la capitale, manifestations qui tournent parfois au pillage. L'une d'elles a été violemment réprimée par la police, qui a tué deux "pillards", le 10 août, dans une banlieue misérable de Lima.

Le gouvernement accorde 5 kg de farine par famille et par jour et fait des distributions de pain... sous le contrôle de l'armée !

## La force d'interposition ouest-africaine au Liberia :

# LES INTÉRÊTS AMÉRICAINS SERONT BIEN GARDÉS

**Les «casques blancs» ouest-africains, force d'interposition de 3 000 hommes venus de cinq pays différents, ont finalement débarqué à Monrovia, la capitale du Liberia. Théoriquement au nom de «principes humanitaires», pour mettre fin au conflit qui oppose depuis des mois l'ex-président Samuel Doe au rebelle Charles Taylor. En fait, pour essayer de rétablir, là aussi, cet ordre international si cher à l'impérialisme américain et à ses satellites.**

Cela fait en effet huit mois que les hommes de Charles Taylor affrontent les troupes gouvernementales du dictateur Samuel Doe, sans arriver à les écraser. Taylor tient les neuf dixièmes du pays, mais pas la capitale où Doe est réfugié dans son palais présidentiel. La situation s'est compliquée encore davantage du fait qu'un des lieutenants de Taylor, Prince Johnson, s'est récemment mis à jouer son propre jeu et a proposé une alliance à Doe.

Trois chefs de guerre, trois prétendants au pouvoir, dont les affrontements recouvrent en grande partie les divisions ethniques, mettent ainsi le pays à feu et à sang.

Car ces huit mois de guerre ont été huit mois d'horreur et de massacre pour la population.

Les plus chanceux ont réussi à se réfugier dans les pays voisins, Guinée ou Côte-d'Ivoire. Les autres errent sur les routes, cherchent désespérément à se nourrir car, même hors des zones de combat, il n'y a plus un gramme de riz et 2,5 millions de personnes sont menacées de famine.

Quant aux zones d'affrontement, le sort de la population y est effroyable. A Monrovia, il y a quinze jours, les soldats de Doe ont assassiné des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants réfugiés dans une église et une école. Et, quotidiennement, les soldats de tous bords tuent les civils qui croisent leur chemin, par peur ou pour piller ce qui reste à piller. On compte déjà plus de 5 000 morts.

C'est donc au nom des «principes humanitaires» que la force d'interposition ouest-africaine a débarqué à Monrovia. Des principes qui ont bon dos car, depuis des mois que les civils se font massacrer, tous les gouvernements – et pas seulement africains – ont attendu de voir qui, de l'ex ou du futur dictateur, l'emporterait.

En fait, c'est seulement le «match nul» Doe-Taylor et l'aggravation du chaos politique, catastrophique pour les affaires des multinationales, qui les a émus. Le Liberia, cette semi-colonie américaine, même malmené par la crise économique, reste en effet un paradis fiscal et une excellente base pour les armateurs à la recherche de pavillons de complaisance... et pour les militaires américains. Les Etats-Unis sont d'ailleurs intervenus, début août, en débarquant des marines, officiellement pour protéger leurs ressortissants, en fait pour surveiller leurs installations de radio et de télécommunications qui leur servent à couvrir toute l'Afrique.

Mais les «casques blancs», comme les «casques bleus» de l'ONU, viennent à point nommé pour prendre le relais et régler "entre Africains" cet épineux problème. Cela coûtera sans doute un peu aux Etats-Unis : cette opération nécessite environ 50 millions de dollars, que les Etats africains sont bien incapables de payer. Mais que d'avantages à laisser les Africains faire le «sale boulot» ! De toute façon, les Etats-Unis sont sûrs que le vainqueur sera dans leur camp. Autant ne pas se salir les mains à le choisir, d'autant plus que le choix est hasardeux. Comme l'a dit un diplomate américain : *«Doe est fini, mais il n'y a personne en face que nous puissions soutenir sans renouveler les erreurs du passé».*

Alors, les troupes africaines marcheront, les Etats-Unis paieront sans doute un peu, pour regagner beaucoup.

**Sylvie MARECHAL**

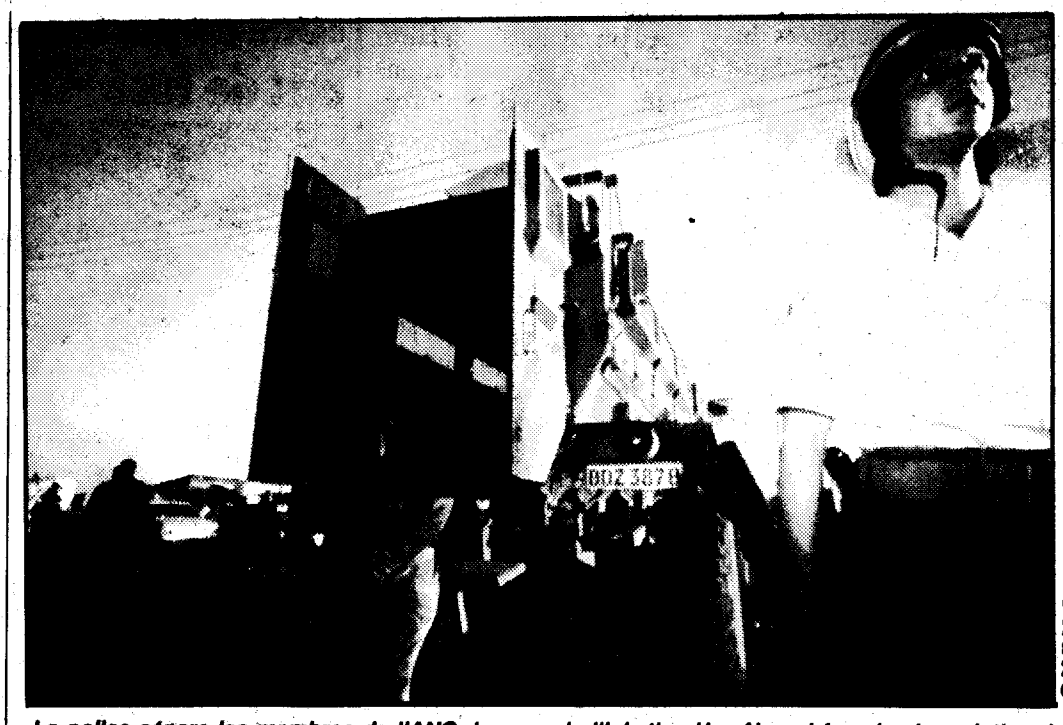
# AFRIQUE DU SUD

GAMMA-OOSTERBROEK

*Les Zoulous derrière l'Inkatha : personne pour leur proposer une autre politique.*

GAMMA-OOSTERBROEK

*Un membre de l'ANC salue les forces de l'ordre.*



GAMMA-DUCLOS

*La police sépare les membres de l'ANC de ceux de l'Inkatha. Un rôle qui favorise le maintien du pouvoir blanc.*

# GUERRE CIVILE... ENTRE LES VICTIMES DE L'APARTHEID

Les batailles entre partisans de l'Inkatha et ceux de l'ANC auraient fait, ces dernières semaines, dans le seul Etat du Transvaal, autour de Johannesburg, plus de morts que toute la guérilla de l'ANC (le Congrès National Africain, l'organisation de Mandela) durant près de trente années de lutte armée.

Comme l'Afrique du Sud semble entrée dans un processus de réforme, censé mettre fin pacifiquement à l'Apartheid, commencé avec la libération de Mandela, pousuivi avec le début des négociations entre l'ANC et le gouvernement, puis tout récemment par l'annonce de l'arrêt de la lutte armée que l'ANC disait mener, cette flambée de violence inquiète. Et les médias du monde entier commencent à s'en faire l'écho.

Cela fait pourtant des années que cette guerre, car il s'agit bien d'une véritable guerre, avec son cortège de tueries, de mises à feu et à sang de villes et de villages, a lieu. Mais jusque-là elle était essentiellement cantonnée au seul Etat du Natal, celui où prédomine l'ethnie zouloue.

En fait, cette guerre s'exacerbe et s'étend, à cause du processus de réforme justement.

## L'INKATHA ET LE POUVOIR BLANC

L'Inkatha, sous la conduite de son chef Buthelezi, qui fut un temps membre de l'ANC, s'est formée en réaction à celle-ci et à ses prétentions à représenter tous les Noirs. Et il ne fait guère de doute que les méthodes de l'ANC pour contrôler complètement la population noire, y compris dans les zones où elle a pu avoir un temps le pouvoir de fait, l'usage de la terreur contre tous ceux qui s'opposaient ou simplement n'obéissaient pas au doigt et à l'œil, ont poussé dans les bras de l'Inkatha pas mal de monde.

Dès le début l'Inkatha a bénéficié de l'aide du pouvoir et de la protection de la police blanche, trop heureux de trouver une force qui s'opposait à l'ANC et prétendait mettre fin à l'Apartheid par une lutte politique non violente. C'était de toute manière l'époque où le pouvoir blanc prétendait exclure de la citoyenneté sud-africaine tous les Noirs et les parquer dans des homelands, soi-disant indépendants du pouvoir blanc, mais aussi indépendants les uns des autres, chaque ethnie importante ayant le sien.

Buthelezi fut cependant assez fort, ou assez malin, pour prendre des distances d'avec la politique du gouvernement de Pretoria. Ainsi il a toujours refusé l'indépendance pour le homeland destiné à l'ethnie zouloue, le Kwazulu, sur laquelle pourtant il a bâti l'Inkatha en cultivant une sorte de nationalisme (devrait-on dire plutôt tribalisme ?) zoulou. Et il a toujours prétendu que son but était la constitution d'une Afrique du Sud démocratique, débarrassée de l'Apartheid... et des divisions en homelands.

Buthelezi a donc construit son parti en jouant sur les ambiguïtés : aidé et vu d'un œil favorable par le régime de l'Apartheid tout en tenant ses distances politiques d'avec lui, misant à fond sur le particularisme zoulou tout en visant au pouvoir dans toute l'Afrique du Sud, repoussant le faux pouvoir que voulaient lui donner les Blancs dans un homeland zoulou mais profitant de la Constitution pour mettre sur pied une police zouloue officielle, qui permet d'encadrer les bandes de l'Inkatha. Et puis surtout, et c'est l'essentiel, en faisant une guerre sans pitié à ses concurrents de l'ANC, aussi impitoyable qu'eux-mêmes ont pu la faire quelquefois à leurs adversaires, pour les chasser des villes et villages à majorité zouloue, c'est-à-dire d'abord du Natal.

## BUTHELEZI VEUT GARDER SES TROUPES

Cette guerre s'est intensifiée avec le début des négociations entre le gouvernement et l'ANC. Buthelezi voulait certainement rappeler qu'il ne faudrait pas l'oublier au moment où l'on négocierait le futur statut de l'Afrique du Sud. Mais ce n'était certainement pas l'intention de De Klerk, le chef du gouvernement de Pretoria, qui a intérêt à impliquer dans ces négociations toutes les forces politiques modérées et anti-ANC. Et Mandela lui-même a déjà dit qu'il souhaitait que Buthelezi soit partie prenante dans ces négociations.

Si l'Inkatha a redoublé son offensive, c'est donc pour répondre à un autre problème. Le revirement du pouvoir blanc, la libération de Mandela et les négociations pour sortir de l'Apartheid sont un formidable succès pour l'ANC. C'est vers celle-ci que tous les Noirs d'Afrique du Sud, Zoulous ou autres, risquaient de se tourner, mettant en elle tous leurs espoirs d'une société plus juste. Buthelezi devait donc faire face à la menace de voir ses propres troupes l'abandonner. Pour y parer, le moyen était d'intensifier la guerre avec les concurrents, et en même temps donc le fossé et la haine qui opposent et séparent Inkatha et ANC, et dans les faits les Zoulous et les autres ethnies.

C'est ce qui a été fait. Cette guerre s'est même étendue à d'autres parties du pays, en particulier dans la région de Johannesburg, où les Zoulous sont minoritaires. Ce sont, pour beaucoup, des travailleurs migrants, venus chercher du travail sans leur famille, logés dans des hôtels pour célibataires qui ressemblent fort à des prisons, en gros la partie la plus déshéritée d'une population dont les conditions de vie, dans ce qu'on appelle les townships, sont particulièrement horribles. C'est cette guerre entre les locataires des hôtels et le reste de la population des townships qui a fait des centaines de morts ces dernières semaines.

## L'IMPASSE DE L'ANC

Et force est de constater que, face à cette situation qui empire, l'ANC ne semble avoir aucune politique. Ses leaders multiplient les appels au calme. Mandela va sans doute finir par rencontrer officiellement Buthelezi, ce que ce dernier réclame dans le but de faire reconnaître et officialiser son rôle essentiel.

Mais cela ne calme nullement les bandes qui se livrent la guerre dans les townships. Pas celles de l'Inkatha, bien sûr, mais pas non plus celles des «camarades», ces groupes de jeunes se réclamant plus ou moins de l'ANC et dont celle-ci s'est servie bien souvent, pour imposer sa loi sur la population. Pour eux, à qui on a enseigné que tout opposant, sinon tout indépendant, était un traître contre qui tous les moyens sont bons pour s'en débarrasser, tout habitant des hôtels contrôlés par l'Inkatha est un ennemi et partant, de plus en plus, semble-t-il, tout Zoulou. Ce qui ne peut que précipiter un peu plus les Zoulous dans les bras de l'Inkatha. Buthelezi ne peut demander autre chose.

Force est de constater aussi que l'armée de guérilleros militants que l'ANC a, paraît-il, construite durant des années, dans la clandestinité ou dans les Etats riverains, est complètement absente. C'est pourtant maintenant qu'elle pourrait servir. Pour encadrer et aider la population à résister aux bandes de l'Inkatha d'abord. Mais aussi pour aider cette population à donner une réponse politique à la situation. Les habitants zoulous des hôtels sont des travailleurs. Ils sont de ceux que l'Apartheid a le plus foulés aux pieds. En s'adressant à eux, en ne les confondant pas indistinctement, pour leur donner ou promettre le supplice, avec les voyous de l'Inkatha, il serait certainement possible de les détacher de ceux-ci. Mais il n'y a personne, semble-t-il, en Afrique du Sud pour proposer une politique de classe ou même simplement une politique «nationale» qui corresponde aux intérêts de tous les opprimés du régime de l'Apartheid.

## DANS L'INTÉRÊT DU POUVOIR BLANC

Le résultat, c'est que c'est la police de l'Apartheid et parfois même l'armée qui, tout en aidant et protégeant l'Inkatha, ont pris en main la tâche de s'interposer et de séparer les factions en guerre dans les townships. L'ANC en est même parfois à leur reprocher de ne pas remplir correctement ce rôle. Ainsi cette armée et cette police, dont l'ossature est évidemment entièrement blanche, se voient déjà attribuer un rôle pour l'époque post-Apartheid : empêcher les Noirs de se massacrer entre eux. C'est ainsi que, Apartheid ou pas, non seulement la bourgeoisie blanche s'apprête à garder son hégémonie économique, mais que son appareil d'Etat actuel s'apprête à garder le pouvoir effectif.

Bien sûr, la guerre civile peut prendre des proportions telles que la situation devienne incontrôlée et incontrôlable, même pour la police et l'armée de l'Apartheid. C'est ce que craignent certains représentants de la bourgeoisie sud-africaine ou mondiale. Mais une situation d'anarchie complète, comme en connaissent, hélas, le Liberia ou le Liban, ce n'est pas la révolution, et surtout pas la révolution prolétarienne. La classe ouvrière sud-africaine aurait les moyens de se donner d'autres buts.

**Jacques MORAND**

*Il y a 50 ans*

# TROTSKY ÉTAIT ASSASSINÉ SUR ORDRE DE STALINE

## 2. CINQUANTE ANS AVANT GORBATCHEV, EN FAISANT ASSASSINER TROTSKY, STALINE ESSAYAIT D'ASSASSINER LE COMMUNISME

**L'assassinat de Trotsky ne fut que le dernier acte de l'élimination physique de toute la génération de révolutionnaires russes qui avait fait Octobre, élimination qui commença dès le milieu des années trente, dans un contexte international qui assura à Staline la complicité, au moins passive, des prétendues «démocraties» occidentales, dont l'arrivée au pouvoir d'Hitler, en Allemagne, en janvier 1933, avait fait, pour un temps, les alliés potentiels de l'URSS.**

### La naissance de «l'antifascisme»

Jusque-là, le renoncement de fait des dirigeants soviétiques à la révolution socialiste mondiale, symbolisée par l'adoption de la théorie de «la construction du socialisme dans un seul pays», ne les avait pas empêchés de continuer à tenir des discours apparemment radicaux. Les partis communistes inféodés au Kremlin ne parlaient que de révolution, affirmaient même que démocratie parlementaire ou dictature fasciste étaient blanc-bonnet et bonnet-blanc, et dissimulaient leur inaction derrière une dénonciation forcenée de la social-démocratie (c'est-à-dire des partis socialistes) considérée comme les frères jumeaux du fascisme.

Mais le risque de guerre à brève échéance qu'impliquait l'arrivée au pouvoir des nazis amena Staline à modifier complètement le cours de la diplomatie soviétique, et partant la politique des différents partis communistes, qui n'en était, pour lui, que le complément.

La signature du pacte Laval-Staline, en 1935, qui fit de l'URSS l'alliée de l'impérialisme français, fut l'étape marquante de cette évolution. Les communistes français, pour qui, jusque-là, selon les préceptes de l'Internationale Communiste, *«l'ennemi principal était dans leur propre pays»*, durent du jour au lendemain se faire les champions de la «défense nationale». A la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, pour créer un nouvel ordre social, les dirigeants du Kremlin substituèrent la lutte des «démocrates» contre les fascistes, pour maintenir l'ordre social et politique existant.

En 1914, alors que la plus grande partie de l'Internationale Socialiste sombrait dans «l'Union sacrée», c'est le refus du bolchévisme d'entrer dans la logique de la «défense nationale», sa conviction que dans les conditions de la guerre impérialiste les travailleurs devaient plus que jamais continuer à mener une politique indépendante de leur propre bourgeoisie, et lutter pour son renversement, qui avaient fait de lui un courant politique international, et qui avaient préparé la victoire d'Octobre. A l'approche de la Seconde Guerre mondiale, le stalinisme ne voyait au contraire le salut que dans la recherche d'un accord avec un des camps impérialistes en présence.

La haine de la bureaucratie stalinienne contre les représentants de l'authentique tradition révolutionnaire se trouva encore exacerbée dans ce contexte. D'une part, parce que l'une des choses que les dirigeants soviétiques pouvaient essayer de marchander auprès des démocraties occidentales, pour s'en faire des alliés, était leur capacité à briser toute intervention révolutionnaire du prolétariat, et que dans cette optique tous ceux qui défendaient les idées bolchéviques devenaient ipso facto des adversaires de la nouvelle politique extérieure soviétique. D'autre part, parce que le risque d'une nouvelle guerre impérialiste, c'était aussi pour les dirigeants du Kremlin le risque de nouvelles convulsions sociales, y compris en URSS, susceptibles d'y donner de nouvelles chances à l'opposition.

### L'extermination d'une génération de révolutionnaires

La nouvelle couche dirigeante soviétique, qui avait assis son pouvoir grâce au recul de la révolution mondiale, pouvait en effet craindre qu'un nouveau conflit mondial entraîne, comme l'avait fait le premier, des explosions révolutionnaires susceptibles

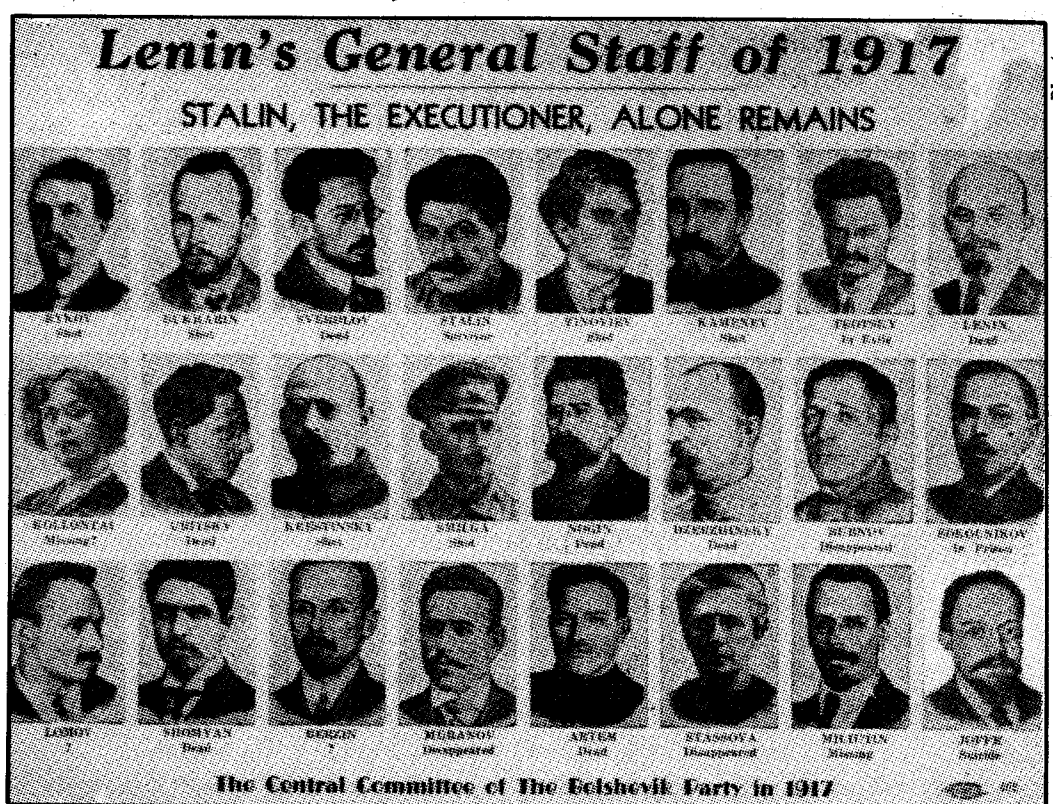
LABOR ACTION

STALIN HAS MURDERED OUR COMRADE TROTSKY

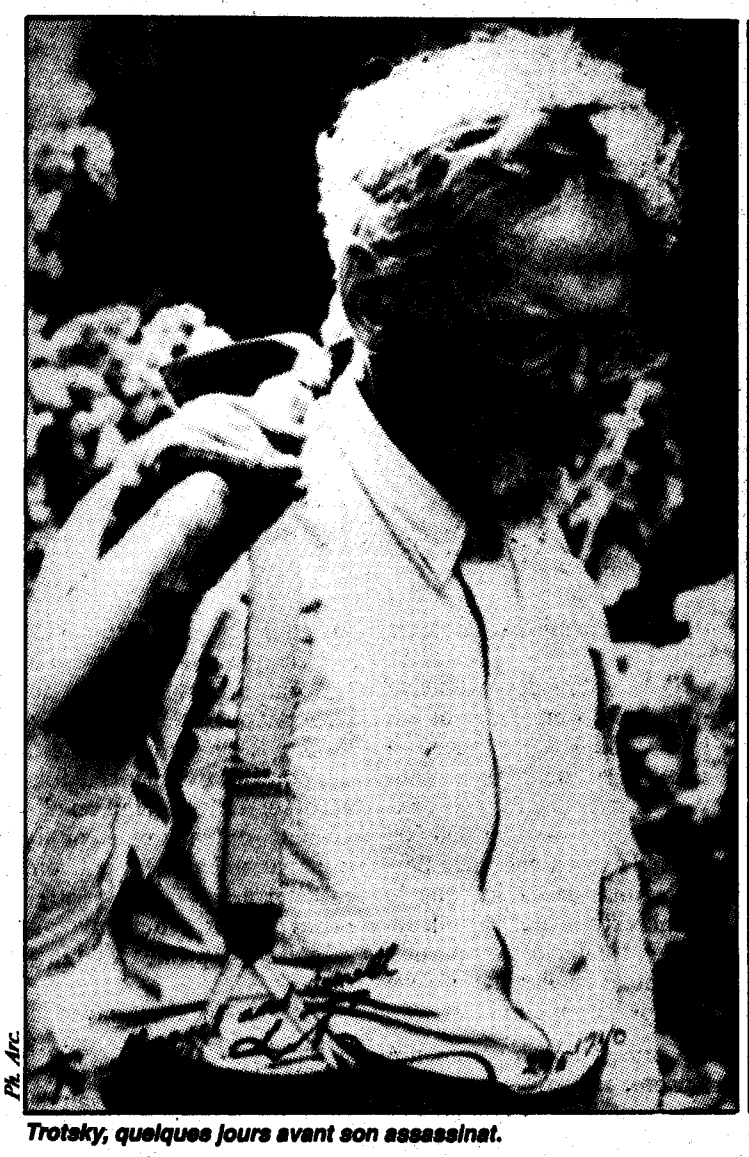
Farewell, Leon Trotsky---

*La Une d'un journal trotskyste édité par Max Shachtman : "au revoir, Trotsky, la Quatrième Internationale continue".*

Ph. Arc.




*"Staline, l'exécuteur, reste seul" tel est le constat dressé par les trotskystes en 1938. Tous les autres membres du Comité central bolchévik de 1917 ont été exécutés, emprisonnés ou expulsés. Trotsky lui-même sera assassiné deux ans plus tard, en août 1940.*



Ph. Arc.

*Trotsky, quelques jours avant son assassinat.*

Ph. Arc.

*De jeunes trotskystes mexicains montent la garde autour du cercueil de Trotsky.*

d'ébranler ce pouvoir. Et le meilleur moyen, pour elle, de parer ce danger était de faire disparaître tous ceux qui incarnaient les idées révolutionnaires, tous ceux dont les événements auraient pu faire les dirigeants de nouveaux Octobre 1917.

C'est en URSS que se trouvaient la plus grande partie des cadres révolutionnaires expérimentés. Ceux qui n'avaient jamais capitulé avaient bien sûr été depuis longtemps écartés du parti. La plupart étaient déjà en prison ou déportés. Mais ils constituaient néanmoins pour la bureaucratie un danger potentiel. De même que tous ceux qui avaient capitulé politiquement devant Staline au cours des années précédentes, mais dont le chef du Kremlin savait très bien qu'ils n'étaient, au fond d'eux-mêmes, en rien d'accord avec sa politique. Pour la bureaucratie soviétique, il était vital de tenter de déconsidérer ces hommes et de les faire disparaître. Ce fut la fonction des «procès de Moscou», qui se succédèrent de 1936 à 1938. En trois vagues successives, la plupart des anciens dirigeants d'Octobre qui avaient survécu furent ainsi jugés, sous l'absurde accusation d'être à la fois des agents de Trotsky, de la Gestapo et du Mikado, et d'avoir «tenté» de faire assassiner Staline ou ses proches. Les preuves étaient bien sûr inexistantes. Mais les accusés (à la suite de quelles pressions, de quels sévices ?) avaient avoué. Et ce fut l'unique fondement juridique de leur condamnation à mort.

Dans son ensemble, la presse des pays «démocratiques», y compris celle «de gauche», ne s'émut guère, ni de l'invraisemblance des accusations et de ses contradictions, ni des tentatives de certains accusés de revenir sur leurs aveux réels ou prétendus au cours des procès. Les hommes qui disparaissaient ainsi étaient des adversaires de classe, Staline était l'allié de la France démocratique, pourquoi aller chercher midi à quatorze heures !

Quant à ceux des militants bolchéviks qui se refusèrent à avouer quoi que soit, ils disparurent sans bruit au cours de ces mêmes années terribles, fusillés par «décision administrative».

La peur de Staline et de son proche entourage de laisser subsister qui que ce soit susceptible de participer un jour à une équipe gouvernementale de rechange était telle que cette élimination physique toucha non seulement les opposants déclarés (les «trotskystes»), mais aussi ceux qui avaient capitulé depuis longtemps, voire les membres du parti qui avaient eu un jour ou l'autre des contacts avec l'opposition, ou qui avaient simplement eu le tort d'appartenir à la génération d'Octobre (même s'ils avaient soutenu Staline dans sa lutte contre l'opposition).

Vichynsky, ancien adversaire politique des bolchéviks en 1917, tardivement rallié au nouveau régime, requérant la peine de mort en tant que procureur général contre les Zinoviev, Kamenev, Radek et Boukharine, qui avaient appartenu à l'état-major révolutionnaire aux côtés de Lénine et de Trotsky, c'était tout un symbole. Au cours des années 1936-38, le parti au pouvoir en URSS, comme l'appareil administratif du pays, virent l'élimination de tous les hommes (en dehors de Staline lui-même, et de sa clique personnelle) qui avaient contribué à la victoire de 1917, et leur remplacement par une nouvelle couche d'arrivistes.

Parallèlement à cette chasse aux opposants réels ou potentiels en URSS, les services secrets soviétiques s'employaient à éliminer, hors du pays, les hommes susceptibles d'incarner une issue révolutionnaire aux luttes en cours (notamment en Espagne et en France, en ces années-là). Ce fut ainsi que périrent assassinés dans des conditions plus ou moins mystérieuses le dirigeant du POUM, Andres Nin, et de nombreux membres de l'entourage de Trotsky.

Trotsky lui-même, parce que le plus exposé, et donc le mieux protégé, était le plus difficile à atteindre. Mais le fait que Staline après son flirt avec les impérialismes français et anglais, se soit lancé en 1939, avec le pacte germano-soviétique, dans une alliance avec l'Allemagne nazie, ne pouvait que l'inciter à poursuivre ses efforts pour éliminer celui qui représentait alors, à lui seul, l'héritage politique du bolchévisme. Après une première tentative avortée d'assaut contre la demeure où il vivait, à Mexico, la Guépéou parvint à arriver à ses fins, grâce à un agent provocateur qu'elle avait réussi à introduire dans son entourage. Ce fut ce Mercader-Jackson-Mornard (suivant les identités dont il usa selon les moments) qui porta le coup de piolet fatal, le 20 août 1940, au fondateur de l'armée rouge.

## Cinquante ans plus tard, l'avenir du bolchévisme

Les derniers mots de Trotsky, sur son lit de mort, furent pour proclamer sa foi en la révolution prolétarienne, et sa conviction qu'au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, le mouvement qu'il avait créé, la Quatrième Internationale, serait une force politique déterminante sur la planète.

Cette prédiction ne s'est malheureusement pas réalisée. Staline avait bien fait son sale travail, et avait, pour toute une époque, réussi à écarter toute possibilité révolutionnaire. L'élimination physique de l'immense majorité de ses cadres expérimentés (que symbolisait l'assassinat de Trotsky) avait laissé le mouvement révolutionnaire exsangue, quasiment coupé de ses traditions comme de la classe ouvrière, incapable même de mener conséquemment, dans son ensemble, une politique réellement internationaliste, tant le suivisme par rapport à la social-démocratie ou au stalinisme y fut important.

Staline put aller jusqu'au bout dans sa collaboration avec les impérialismes occidentaux, dont il était redevenu l'allié en 1941, après l'agression allemande contre l'URSS : dissoudre ce qui restait de l'Internationale Communiste, se faire le gendarme contre-révolutionnaire de l'Europe de l'Est, atteler les partis communistes occidentaux à la tâche de remettre en selle leur bourgeoisie nationale respective, sans qu'une intervention autonome du prolétariat ne vienne mettre sa politique en échec.

Mais cinquante ans après l'assassinat de Trotsky, que reste-t-il de l'apparente victoire de Staline ? L'empire que l'URSS avait construit en Europe de l'Est, et qui fut si longtemps présenté aux ouvriers communistes comme une avancée du socialisme, s'est envolé en fumée. L'URSS elle-même est menacée d'éclatement. Quant à Staline lui-même, il y a bien longtemps que ses héritiers politiques l'ont expulsé du mausolée où il s'était fait enterrer.

Par contre, en cet été plein de rumeurs bellicistes, les faits sont là pour nous rappeler que le capitalisme n'a pas changé de nature, qu'il porte toujours en lui la guerre, selon le mot de Jaurès, comme la nuée porte l'orage. Et que le programme de la révolution prolétarienne, celui qu'incarnèrent en leur temps le parti bolchévik et l'Internationale Communiste, celui que Trotsky et les militants de l'opposition communiste s'efforcèrent de transmettre aux futures générations révolutionnaires au cours des années trente, est toujours d'une brûlante actualité.

Durant toutes les années de la guerre froide, les représentants politiques de la bourgeoisie et leurs valets ont essayé de faire croire que s'il existait des risques de guerre, c'était à cause de l'existence de l'URSS. Et les amours de Gorbatchev et de l'impérialisme américain ont même amené certains à écrire, il n'y a pas si longtemps, que désormais l'histoire était «finie», puisque tout risque de conflit était écarté. Mais les bruits de bottes qui résonnent depuis le début août, pour essayer de contraindre l'Irak à respecter les volontés de l'impérialisme, sont là pour rappeler que perestroïka en URSS ou non, l'impérialisme est capable de mettre le monde à feu et à sang pour défendre ses intérêts, que c'est lui, tout «démocratique» qu'il apparaisse aujourd'hui, qui représente la réelle menace d'une troisième guerre mondiale.

Et si la classe ouvrière ne veut pas connaître cet avenir-là, il faudra bien qu'elle renoue avec la politique révolutionnaire, avec cette politique que Trotsky était pratiquement le seul à incarner en ces années où se déchaînait en Europe la Seconde Guerre mondiale.

**François DUBURG**

## Réunification allemande

**«Test the West» c'est la publicité pour une marque de cigarettes américaines que l'on voit affichée partout aujourd'hui en RDA. Ce pourrait devenir le prochain slogan électoral.**

# "TEST THE WEST !"

Ebouleurs de Berlin-Est en grève (juin-juillet 1990). Ph. Arc

***Dommage qu'il n'y ait pas d'organisme de «défense du consommateur» pour les électeurs, écrit le quotidien ouest-allemand TAZ, un peu irrévérencieux... Les électeurs de la RDA se voient en effet proposer pour les prochaines et premières élections aux parlements des «Länder» des têtes de liste importées de l'Ouest – comme les lessives, les légumes ou les téléviseurs ! Qui plus est, la camelote serait de deuxième choix : tenteraient leur chance en RDA ceux qui n'ont pas réussi dans le passé en RFA...***

### Politiciens d'occasion

Les grands partis politiques ouest-allemands (CDU de Kohl comme SPD) ont en effet tous les culots. En Saxe, par exemple, s'affronteront un ancien secrétaire général de la CDU, Kurt Biedenkopf, et une responsable du groupe parlementaire du SPD au Bundestag, Anke Fuchs, qui aurait répondu à un journaliste qu'elle n'avait «aucune idée» de la Saxe et de ses problèmes ! En Thüringe, de la même façon, la tête de liste social-démocrate est importée. Il s'agit d'un ex-présidentiable de Rhénanie-Westphalie, Friedhelm Farthmann, qui s'était illustré dans la Ruhr au moment de la fermeture des puits de mine (certaines mauvaises langues disent que pareille tâche l'attendrait dans les mines de potasse et de charbon de Thüringe). Dans le Mecklembourg aussi, la tête de liste SPD vient du Schleswig-Holstein...

«Test the West» c'est la publicité pour une marque de cigarettes américaines que l'on voit affichée partout aujourd'hui en RDA. Ce pourrait devenir le prochain slogan électoral.

Eh quoi ? Ils sont tous Allemands ou plutôt, ce sont tous des politiciens du même tonneau bourgeois. Tous larrons pour la même foire ! Tous munis désormais de la même aune : le deutschemark. Ils s'attachent maintenant à se ménager les mêmes profits maximum.

### Surenchère politicienne... sur le dos des immigrés

Le chancelier Kohl à la tête de la coalition CDU-FDP au pouvoir, mène sa politique de réunification tambour battant. Le parti prétendu d'opposition, le SPD, ne sait pas vraiment s'il doit adopter une politique de «consensus» avec la CDU ou franchement se dire dans l'opposition. Il serait enclin à chercher à se distinguer, pour donner aux électeurs des raisons de voter pour lui. Mais critiquer quoi ? La politique «allemande» de Kohl bénéficie jusqu'à présent d'une telle popularité que le SPD, plutôt que de la dénoncer, cherche plutôt à en partager le crédit. Et s'il fait de la surenchère, c'est dans les domaines les plus indignes : Oskar Lafontaine, son leader, vient de lancer une campagne contre les immigrés roumains-tziganes, de plus en plus nombreux il est vrai sur les trottoirs ou dans les couloirs de métro des grandes villes allemandes. Car les ressortissants des autres pays d'Europe de l'Est, donc entre autres les émigrés roumains, avaient jusque-là plus de facilité pour se rendre en RDA, et, du coup, maintenant en Allemagne tout court... Dans les centres piétonniers luxueux des métropoles de RFA, ces «pauvres» dérangent... Ils se disent victimes du régime de Ceausescu et réclament le droit d'asile ? Eh bien ! Lafontaine est pour une réforme du droit d'asile !

### La grande braderie

Certes, le potentiel économique de la RDA est vieux dans bien des domaines, cruellement délabré si ce n'est toujours dépassé. Mais, entre ce qui est réel et les bruits volontairement alarmistes, il est bien difficile de faire la part. Car on ne peut pas manquer de trouver suspecte la façon catastrophiste dont, depuis quelques semaines, les milieux d'affaires bourgeois allemands – et leurs journalistes – décrivent la situation en RDA. Le délabrement de l'économie serait pire que tout ce qu'ils auraient imaginé !

Que les entreprises de RDA vaillent cher ou pas, les industriels et banquiers ouest-allemands cherchent de toute façon à en faire baisser les prix. Alors ils traînent. Ils tergiversent. Ils font la moue...

Et pourtant racheter, c'est sûr qu'ils vont le faire... Ils se flattent dans leurs mêmes journaux et magazines, de la santé florissante du capital ouest-allemand, de ses chances d'expansion vers l'Est.

### Faire payer les contribuables et les travailleurs

Les patrons allemands ont déjà obtenu que l'organisme chargé du bradage des entreprises d'Etat de RDA paie jusqu'à 100 % des dettes de ces entreprises ! Ils ont déjà obtenu que le gouvernement ouest-allemand cautionne une partie des investissements qu'ils vont faire ! Ils ont déjà obtenu que les impôts des entreprises soient diminués – pour favoriser l'investissement bien sûr ! – mais ils voudraient de nouvelles ristournes encore, dans tous les domaines possibles. Toujours plus !

Le nombre des chômeurs réels aussi, pour l'instant, est bien difficile à estimer : il serait passé de 7 000 en janvier dernier à 270 000, auxquels il faut rajouter 650 000 travailleurs en chômage partiel. Ainsi on craint que le nombre total de travailleurs privés, totalement ou partiellement d'emploi ne s'élève bientôt à un million.

Certes on avait commencé à promettre certaines mesures pour atténuer les conséquences sociales, signer dans certaines branches des contrats garantissant le maintien des salariés dans l'entreprise au moins jusqu'au 30 juin 1991 où les entreprises devaient trouver de quoi payer, de leur poche, le chômage ou le travail à temps réduit, dans certains cas à concurrence même de 90 % du salaire.

Dans la métallurgie l'organisme chargé de gérer pour l'instant l'industrie métallurgique de RDA a signé avec l'IG-Metall (c'est-à-dire le syndicat de la métallurgie ouest-allemand considéré aujourd'hui comme représentant aussi des travailleurs de l'Est) un accord donnant les 40 heures à partir du premier septembre prochain et une augmentation brute de 300 DM par mois, et promettant pour avril 1991 un alignement sur les tarifs de l'industrie métallurgique de la Ruhr.

Cela ne va pas forcément à l'encontre des intérêts du patronat ouest-allemand, tout au moins du grand patronat, qui pourrait très bien à la fois accorder à l'IG-Metall un alignement des salaires, à condition par ailleurs de pouvoir racheter à bas prix les entreprises de l'Est, et de pouvoir à sa guise comprimer les effectifs.

Mais de là à en payer la note ! Et le patronat ouest-allemand en est à dire maintenant (comme on pouvait le lire dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 21 août dernier) qu'il faudrait laisser tomber la couverture de protection contre le chômage et que les syndicats renoncent silencieusement à toute intervention pour obtenir une rapide égalisation des salaires entre l'Ouest et l'Est.

L'unification ou réunification, la bourgeoisie voudrait en empocher tous les profits, et en laisser tous les frais et pertes aux classes pauvres. Mais ce n'est pas si facile. Et l'Allemagne a beau n'avoir pas un des meilleurs climats, certains, là-bas, constatant l'esprit revendicatif d'une partie des salariés (qui s'exprime en particulier par un certain nombre de grèves d'avertissement qui ponctuent les accords de branche négociés) y envisagent un «automne chaud».

**Michelle VERDIER**

## URSS

# UNE PÉNURIE QUI REND FUM...ACE !

Les pénuries de produits d'utilisation courante sont de plus en plus fréquentes en URSS. Mais il en est une, devenue manifeste depuis le début du mois d'août, qui fait particulièrement monter la tension : celle du tabac. Depuis quelques semaines d'immenses files d'attente s'allongent devant les kiosques de distribution du tabac. Il n'est pas rare de voir la milice en place à proximité car l'énervement général fait vite monter le ton.

A Moscou, le 22 août, la queue des fumeurs s'est transformée en cortège de manifestants qui ont bloqué la circulation (*Le Monde* du 28/8). La vente à la sauvette des cigarettes à l'unité est réapparue.

Dans plusieurs usines les travailleurs se sont adressés à la direction : si pas de tabac, pas de travail... dans ce cas une distribution spéciale est vite trouvée. Mais des tas de gens ne sont ni rattachés à une grosse entreprise, ni liés à des gens suffisamment bien placés pour se procurer des cigarettes en douce, quitte à payer un supplément. Ils ne peuvent échapper aux queues, situation humiliante qui peut devenir explosive car, quand des centaines de gens en manque passent des heures côte à côte à faire la queue, les idées circulent vite, comme d'aller tous ensemble demander des comptes aux responsables de ville ou de région.

Ces derniers doivent en être conscients. Quatorze millions de cigarettes bulgares viennent d'être livrées et, d'après *Le Monde*, la municipalité de Moscou va rationner dès septembre les cigarettes à cinq paquets par mois. Il n'est pas dit que ces mesures fassent un tabac...

Adresser toute correspondance à
**LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.**

**Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.**